

REPUBLIQUE DU NIGER
FRATERNITE-TRAVAIL-PROGRES
MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE PUBLIQUE, DE LA
DECENTRALISATION ET DES AFFAIRES
COUTUMIERES ET RELIGIEUSES
DIRECTION GENERALE DE L'ETAT CIVIL DES MIGRATIONS ET DES REFUGIES

COMMUNICATION DU NIGER

Madame la Présidente du Comité Exécutif,

Monsieur le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences,

Distingués Délégués,

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux de prendre part au nom de mon pays à cette 68^{ème} Session du Comité Exécutif du Programme du Haut Commissariat des Réfugiés, en vue d'échanger, une fois de plus, sur les problèmes humanitaires qui se posent presque partout dans le monde, et aujourd'hui avec encore plus d'acuité.

Le Niger voudrait d'emblée exprimer sa très grande préoccupation face à cette situation inédite de déplacements forcés de personnes dans le monde, en ayant une pensée particulière pour les populations réfugiés de Birmanie.

Madame la Présidente,

Permettez-moi, à cette occasion, d'exprimer, la gratitude des plus Hautes Autorités de la République du Niger pour l'action appréciable, accomplie par les différentes organisations humanitaires présentes sur notre territoire, le HCR notamment.

Madame la Présidente

A l'instar de nombreux autres pays du monde, le Niger fait aujourd'hui face à ce grand défi de déplacement massif de populations en quête de sécurité, de paix ou tout simplement mues par un désir d'un avenir meilleur et d'une vie digne.

L'amplitude des déplacements forcés auxquels le Niger fait face depuis quelques années, est inédite. Il y a d'abord eu, au début de la décennie, le retour massif, mais peu médiatisé, de nos compatriotes de Côte d'Ivoire puis de la Libye. La crise Libyenne qui est une véritable catastrophe pour les pays de la bande sahélo saharienne va par la suite déstabiliser le Mali et provoquer le déplacement de populations nombreuses dont plus de 60 000 vont se réfugier sur le territoire nigérien.

En 2013, avec la montée en puissance de la secte Boko Haram, nous enregistrons les premiers afflux de réfugiés en provenance du Nigeria. Ils sont aujourd'hui 110,000. Les actions de cette organisation terroriste sur le territoire nigérien vont provoquer le déplacement forcé de 130 000 de nos concitoyens vivant dans la région de Diffa.

Que ce soit sur la zone frontalière avec le nord du Mali ou celle avec le Nord-est du Nigeria, le gouvernement du Niger déploie

des efforts considérables sur les plans militaire et financier pour assister et protéger ces déplacés, ainsi que les populations qui les accueillent.

Ces efforts ont eu pour effet de distraire des ressources importantes destinées aux services sociaux de base.

C'était là le prix que nous ne pouvons ne pas consentir pour marquer notre solidarité vis-à-vis des populations sœurs en détresse.

En cela le Gouvernement honore une tradition de solidarité bien de chez nous et aura été totalement en phase avec les populations d'accueil auxquelles il me plait de rendre un hommage appuyé pour leur grande générosité.

Madame la Présidente,

Les statistiques de l'UNHCR révèlent que la durée moyenne de l'asile d'un réfugié en Afrique est de 17 ans. Au Niger, comme dans de nombreux pays africains, cela représente presque une génération. Ce constat impose donc d'aborder les choses de manière réaliste et d'accompagner en profondeur l'intégration socio-économique des réfugiés plutôt que de confiner les individus dans des camps dans l'attente hypothétique du retour à la paix.

Aussi, en partenariat avec l'UNHCR, avons-nous développé des actions visant à permettre aux réfugiés de vivre en dehors des camps. A ce titre, que ce soit pour les réfugiés maliens ou les

réfugiés nigériens, d'importants programmes d'urbanisation sont mis en place en relation avec les autorités locales et les services techniques pour assurer aux réfugiés l'accès légal au foncier et au logement. De nouveaux quartiers voient actuellement le jour, dans ces quartiers, réfugiés et populations locales, se côtoient et créent un vivre ensemble admirable.

**Madame la Présidente
Mesdames, Messieurs**

Comme vous le savez tous, le Niger est aussi une grande route de la migration mixte vers l'Europe. Reflet d'un monde plus que jamais interconnecté, cette dynamique de la migration irrégulière est une dynamique générée par des facteurs propres à l'époque historique que nous vivons. Ce mouvement de jeunes africains vers l'horizon de leur espoir que constitue l'Europe est l'expression d'une radicalité sur le sens de laquelle nous ne devons pas nous méprendre.

Notre intelligence commune est interpellée

Les dirigeants africains comme les citoyens du Continent se doivent de se départir de cette mentalité tendant à tout simplifier en se défaussant sur les autres de leurs responsabilités impératives. Invoquer la colonisation d'hier pour ne pas agir dans le sens des impératifs d'aujourd'hui en matière de gouvernance est une manière d'esquive. Intellectuellement indigente aux effets politiques ruineux.

En Europe, les populismes, comme à l'accoutumé, font recours à des arguments simplistes. C'est pour cela qu'ils sont

dangereux pour la stabilité mondiale. La pire des façons de les combattre consisterait malgré tout dans ce que prescrivent les perspectives ingénues d'une certaine société civile.

Aussi, est-il alors urgent d'en appeler à la mise en œuvre du plan de la valette, de façon conséquente pour que la solidarité et la coopération si nécessaire entre l'Afrique et l'Europe ait le sens qui lui a, jusqu'ici, fait défaut et qui explique en partie l'acuité des difficultés auxquelles nous faisons communément face.

Je vous remercie